



COMITÉ MONÉTAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL

Quarante-sixième réunion

13–14 octobre 2022

Déclaration n° 46-19(F)

Déclaration de M. Coulibaly

Côte d'Ivoire

au nom de

Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine,
Comores, République du Congo, République Démocratique du Congo,
Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissao,
Guinée équatoriale, République de Madagascar, Mali, Maurice,
Mauritanie, Niger, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Sénégal,
Tchad, et Togo

Comité Monétaire et Financier International (CMFI)
Déclaration de M. Adama COULIBALY
Ministre de l'Economie et des Finances
(Côte d'Ivoire)
14 octobre 2022

Perspectives économiques mondiales et priorités en matière de politiques

L'économie mondiale continue d'être gravement touchée par les retombées de la guerre en Ukraine et de la persistance de la pandémie. Nous sommes préoccupés par le ralentissement économique marqué, dans de nombreux pays, y compris les plus grandes économies, par la forte inflation dans le monde, inflation, elle-même, tirée par les prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires qui touchent davantage les populations pauvres et les plus vulnérables. Les conditions financières se resserrent dans un contexte de niveaux d'endettement élevés dans plusieurs pays membres.

En outre, d'importants risques à la baisse pèsent sur les perspectives mondiales : (1) les chocs sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires pourraient s'intensifier et entraîner de nouvelles poussées inflationnistes et aggraver l'insécurité alimentaire ; (2) le resserrement des conditions financières pourrait provoquer un surendettement dans les marchés émergents ; (3) les perturbations de l'approvisionnement en gaz en provenance de Russie pourraient affaiblir encore plus les économies européennes ; (4) le dollar pourrait s'apprécier davantage si les grandes économies continuent de diverger, ce qui provoquerait une détérioration des termes de l'échange pour de nombreux pays à faible revenu non exportateurs de matières premières ; et (5) la coopération internationale nécessaire pour lutter contre le changement climatique pourrait s'atténuer en raison de la fragmentation géopolitique.

Les décideurs politiques sont confrontés à des défis de taille, mais l'atténuation de l'impact de la crise sur les pauvres et la réduction de l'inflation à un niveau ciblé devraient rester les principales priorités du moment. La politique monétaire devrait poursuivre son objectif de maîtrise de l'inflation et éviter un décrochage des anticipations compte tenu de son impact négatif disproportionné sur les pauvres. Pour ramener l'inflation mondiale à son niveau normal, il faudra s'attaquer en premier lieu à tous les facteurs et sources qui expliquent sa persistance, notamment la masse monétaire excessive au cours de la dernière décennie, et les chocs sur l'offre, chocs exacerbés par la pandémie et la guerre en Ukraine. Cependant, la hausse des taux d'intérêt dans les économies avancées et ses conséquences par la fuite de capitaux, le fardeau de la dette dans les économies émergentes et en développement, conjugués à la probabilité d'une récession mondiale, exigent une vigilance plus soutenue et un calibrage minutieux du rythme du resserrement de la politique monétaire dans les économies avancées. En effet, soutenue par une politique monétaire désinflationniste, la politique budgétaire devrait donner la priorité à la protection des groupes les

plus vulnérables pour limiter les retombées de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, tout en étant ancrée dans des cadres budgétaires à moyen terme crédibles pour éviter d'accroître les déficits budgétaires et les niveaux de la dette. À cet égard, la hiérarchisation des dépenses, la mobilisation de recettes intérieures favorables à la croissance, ainsi que l'augmentation des recettes fiscales provenant de secteurs performants, notamment le secteur de l'énergie, sont également importantes. Dans cette perspective, il convient de prendre des mesures structurelles pour atténuer les goulots d'étranglement de l'offre, tant au niveau national qu'en préservant les flux commerciaux internationaux, ce qui nécessite de sauvegarder la collaboration multilatérale.

Les pays à faible revenu, notamment en Afrique, sont durement touchés par les répercussions de la guerre en Ukraine et de la pandémie de Covid-19 et ils connaissent une insécurité alimentaire aiguë dans un contexte de marge de manœuvre budgétaire limitée et de niveaux d'endettement élevés. En Afrique subsaharienne, la croissance a encore été revue à la baisse en raison des termes de l'échange défavorables des produits de base dans plusieurs pays et un ralentissement des économies des partenaires commerciaux. Les prix élevés des denrées alimentaires sur le marché international contribuent à une augmentation de la malnutrition sur le continent. Cette situation fait suite aux effets néfastes de la pandémie sur la santé et l'éducation des populations de la région, annulant ainsi plusieurs décennies d'amélioration du capital humain. Nous insistons sur l'importance pour la communauté internationale de fournir une assistance appropriée aux pays à faible revenu dans leurs efforts visant à combattre l'insécurité alimentaire et atténuer les vulnérabilités de la dette. Un appui au renforcement des capacités productives dans les secteurs agricoles est crucial pour améliorer la résilience aux chocs. Dans un avenir proche, les efforts doivent être focalisés sur la facilitation du commerce des denrées alimentaires et des fertilisants. Nous apprécions le nouveau guichet du FMI pour les chocs alimentaires aux titres de ses instruments de financement d'urgence qui permettra d'atténuer l'impact sur la balance de paiements des pays éligibles. Afin de résoudre les vulnérabilités de la dette dans la région, des progrès plus rapides sont nécessaires dans la mise en œuvre du Cadre Commun du G20. Bien que nous soyons encouragés par l'évolution favorable réalisée récemment par les crédettes officiels de la Zambie, plus d'efforts doivent être fournis afin de traduire cette avancée en des restructurations effectives réduisant le fardeau de la dette sur cette économie et sur d'autres. En effet, de nombreux pays notamment en Afrique attendent des progrès significatifs dans la mise en œuvre du Cadre Commun.

Le Programme d'action mondial

Nous soutenons le Programme d'action mondial de la Directrice Générale et partageons son appel pour une coopération internationale améliorée permettant de résoudre les multiples crises affectant l'économie mondiale et de construire la résilience aux chocs futurs. Des

actions collectives au niveau international sont plus que jamais nécessaires pour faire face aux défis y compris la forte et persistante inflation, l'insécurité alimentaire, le surendettement et les chocs liés au climat. Le FMI a un rôle clé à jouer dans la résolution de ces défis et nous encourageons la poursuite des efforts visant à favoriser une plus grande collaboration internationale.

Le FMI et les autres partenaires internationaux devraient fournir un financement adéquat aux nombreux pays qui sont confrontés à des chocs graves simultanés, en particulier les économies émergentes et en développement vulnérables. L'institution devrait intensifier son appui et se tenir prête à fournir les liquidités nécessaires en temps opportun pour maximiser davantage leur effet catalytique. Nous apprécions les initiatives prises ces dernières années pour adapter ses politiques et ses instruments de prêt afin de mieux servir notamment ses membres vulnérables, y compris la création du Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (Fonds fiduciaire RD) et le guichet « chocs alimentaires » dans le cadre de l'Instrument de financement rapide (IFR) et la Facilité de crédit rapide (FCR). Néanmoins, une augmentation des ressources, tant en volume qu'en terme d'accès, reste essentielle pour permettre au FMI de répondre de manière adéquate aux multiples chocs auxquels l'économie mondiale est confrontée. À cet égard, nous continuons de soutenir les efforts de mobilisation de fonds pour garantir que le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (Fonds fiduciaire RPC) dispose de ressources suffisantes afin de fournir un financement concessionnel aux membres les plus pauvres. De même, nous encourageons le FMI à envisager de contribuer au Fonds fiduciaire pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance, y compris éventuellement par le biais de ventes d'or. Nous appelons également à une mobilisation accrue de subventions pour le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (Fonds fiduciaire ARC) qui a fourni un allègement de dette significatif à de nombreux pays en temps de crise.

Il est impératif de continuer à faire face à l'impact du changement climatique qui est une question qui doit rester au cœur de l'agenda multilatéral au même titre que les défis géopolitiques du moment. Des efforts résolus sont nécessaires au niveau mondial pour passer rapidement à des sociétés plus neutres en carbone et limiter les coûts déjà élevés de décennies d'inaction, comme l'ont rappelé hélas les récentes inondations dévastatrices au Pakistan et les cyclones destructeurs dans de nombreuses régions du monde. Cependant, l'accélération de cette transition nécessitera également des ressources financières importantes et nous regrettons que le financement climatique continue d'être en deçà des promesses faites lors de la Conférence de Paris. Le continent africain, sans être la source du changement climatique, subit les pires impacts du réchauffement climatique à travers les sécheresses et les inondations qui génèrent davantage de pauvreté et de conflits. L'Afrique doit mettre en place des projets sur le climat en investissant massivement, notamment à travers des programmes tels que le Programme d'accélération de l'adaptation climatique en Afrique. Nous appelons la communauté internationale à contribuer au

financement de ce programme qui est essentiel pour concrétiser la vision de l'adaptation de l'Afrique.

Compte tenu de la multitude et de la fréquence élevée des chocs sur l'économie mondiale et de la forte demande de ressources du FMI qui en résulte, nous devons veiller à ce que l'institution dispose de ressources adéquates et que son rôle au centre du filet de sécurité financière mondial soit renforcé pour répondre en temps opportun aux besoins de ses membres. Cela nécessite de faire avancer plus rapidement et avec plus de détermination les réformes des quotes-parts et de la gouvernance du FMI, en vue d'achever la 16^{ème} révision générale des quotes-parts, y compris une nouvelle formule, tout en veillant à ce que les quotes-parts et la représentation des pays membres les plus pauvres soient protégées.